

Deux exemples d' « histoires pliées »

La fin de Pavel Durov

« Pavel Durov bâtit un empire fondé sur la liberté absolue d'expression et de communication que ses détracteurs n'allaient pas tarder à retourner contre lui. Avec Telegram, Durov avait donné aux opposants politiques à Vladimir Poutine, aux renégats chinois et aux ONG du monde entier les moyens de sécuriser leurs communications. Au sein du milliard d'utilisateurs de la plateforme, Durov donnait aussi refuge aux trafiquants dépourvus de tout sens moral, aux terroristes sanguinaires ou aux pervers cachés dans l'ombre. Ils l'attireraient bientôt dans l'abîme.

La reconnaissance que la France avait accordée à Durov en l'accueillant parmi ses enfants en 2021 et sa fortune de presque 15 milliards de dollars ne protégeait plus le tsar des nouvelles technologies en 2024.

Quand on se saisit de lui, au sortir de son avion sur l'aéroport du Bourget plongé dans la torpeur d'une fin d'été trop chaude, il réalisa sur quel chemin l'avait mené son entêtement à défendre l'indéfendable. Lui revinrent en mémoire les difficultés qu'il avait rencontrées en 2006 pour créer VK, le réseau social russe qu'il avait tenu hors des griffes de Poutine en 2014 et les pressions qu'il avait fallu supporter ensuite avec Telegram pour ne pas révéler aux gouvernements et aux services de police du monde entier l'identité et le contenu des échanges qu'il recérait. A-t-il regretté son entêtement à cet instant précis où les agents français posèrent leurs mains sur lui ? A-t-il su, dans sa geôle aveugle qui ne donnait pas à voir la Seine pourtant toute proche, que l'âme russe, que l'on sait si versatile, avait chanté dans les médias du monde entier la défense de cet ancien ennemi ? Que son arrestation était présentée par Sergeï Markov, un proche du Kremlin, comme une tentative des services spéciaux des pays de l'Otan pour établir un contrôle politique sur le réseau social Telegram ? Ou bien que même Elon Musk, son alter ego américain, lançait sur son réseau-frère un #freepavel en prédisant de manière ironique qu'en 2030 on pourra être exécuté en Europe pour avoir mis un « j'aime » sur un même ? »

La dissolution de juin 2024

« Le 9 juin 2024 au soir, peu après la publication des résultats des élections européennes, qui voit le Rassemblement national arriver en tête avec 31,4 % des voix, soit plus du double de la liste de la majorité présidentielle qui arrive deuxième avec 14,6 %, Emmanuel Macron annonce qu'il dissout l'Assemblée nationale et invite les Français à des élections législatives anticipées les 30 juin et 7 juillet 2024¹.

Les mêmes causes ayant souvent les mêmes effets, le résultat du premier tour donne le Rassemblement National en tête avec 33% des votes exprimés juste devant le Nouveau Front Populaire, rassemblé contre toute attente en quelques jours par les figures aujourd'hui un peu oubliées qu'étaient Olivier Faure, Marine Tondelier ou Jean-Luc Mélenchon².

¹ CARRIAT Julie & CASSINI Sandrine, La gauche vers l'union malgré les divisions, in *Le Monde*, n°24709, mercredi 12 juin 2024, p. 2.

² MARTIN Jean-Paul, *Jean-Luc Mélenchon. Biographie politique*, Albin Michel, Paris, 2031, 655 p.

C'est au soir du 7 juillet que la surprise survient avec un NFP arrivé en tête en partie grâce à une participation record de plus de 66%, plongeant le camp présidentiel dans une longue période d'attente durant laquelle le Président de la République refuse de nommer un Premier ministre au sein de la gauche jusqu'en septembre 2024³.

Cette période apparaît aujourd'hui, à plus d'un siècle de distance, comme un tournant fondamental de notre histoire politique, au même titre que 1958 ou 1981. Il est possible de s'interroger pour savoir quelles auraient pu être les conséquences si Emmanuel Macron n'avait pas dissout.

Dans le cas d'une absence de dissolution au soir du 9 juin, le parti présidentiel ne se serait pas retrouvé dans une situation si nouvelle que cela en regard des 18 mois précédents. La majorité relative de la « macronie » comme les éditorialistes aimaient à l'appeler alors⁴, aurait pu continuer, cahin-caha, à fonctionner avec une alliance de procédure par 49.3⁵ et de votes arrachés au prix de négociations parfois tendues avec Les Républicains, le parti de la droite parlementaire d'alors.

Sans réel pouvoir transformateur, ou avec une capacité d'action politique réduite, Emmanuel Macron aurait pu choisir de se retrancher dans le périmètre de l'international, chasse gardée présidentielle sous la Ve république⁶ et préparer sa succession aux élections présidentielles de 2027. »

³ SANDRON Marie-Paule, *Une jeune république (2025-2035)*, Les arènes, Paris, 2036, 991 p.

⁴ Ibid.

⁵ Le troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution de la Ve République française, communément appelé 49.3 (« Quarante-neuf - trois »), permet au gouvernement d'engager sa responsabilité sur un texte de loi et, sauf adoption d'une motion de censure, d'obtenir son adoption par l'Assemblée nationale.

⁶ SIRINELLI Jean-François, *La Ve République*, Presses Universitaires de France, Paris, 2013, 128 p.